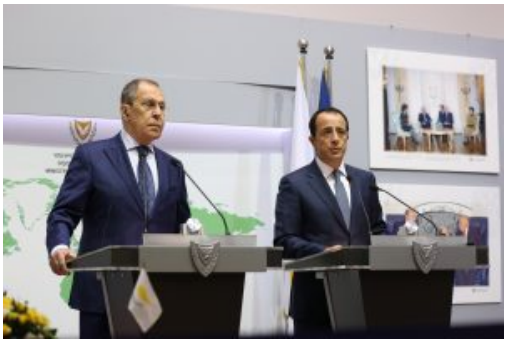
Chypre : un allié de la Russie au sein de l'Union européenne?

Description

Dans son édition du 15 mai 2020, le *Financial Times* publiait un article consacré aux relations étroites entre Chypre et la Russie(1), relations qui, selon le journal, infligeaient de sérieux maux de tête au bloc européen. D'où vient cette proximité et comment expliquer cette position chypriote à contre-courant du reste de ses partenaires de l'Union européenne ?



Le 7 juillet 2016, le Parlement chypriote a demandé au gouvernement de s'engager auprès du Conseil européen en faveur de la levée des sanctions contre la Russie. Cet épisode illustre assez bien les sentiments pro-russes qui dominent à Chypre et transcendent les lignes partisanes puisque, de l'extrême gauche à l'extrême droite, aucun des 56 députés ne s'est prononcé en défaveur de cette demande. Cette approche tranche avec celle du reste de l'Union européenne qui, depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, ne cache pas son hostilité à l'égard de la Russie.

Une dépendance géoéconomique

En 2017, les investissements directs en provenance de Chypre réalisés en Russie ont atteint près de 7,1 milliards de dollars(2), ce qui fait de cet État le premier investisseur étranger dans le pays. Inversement, les capitaux russes vers Chypre se sont élevés à 20,6 milliards de dollars. Ces chiffres paraissent disproportionnés pour un pays d'un peu plus d'un million d'habitants dont le PIB représente 24 milliards de dollars.

Pour expliquer ce phénomène, il faut remonter aux années 1990 : au moment de la chute de l'URSS, une grande partie de l'épargne soviétique a été placée à l'étranger, et notamment à Chypre. Puis, en 1998, les deux pays ont signé un accord de non-double imposition qui a contribué à renforcer les liens économiques mutuels et a favorisé l'installation de nombreuses entreprises russes à Chypre. En 2004, au moment de l'adhésion de Chypre à l'UE, les banques chypriotes ont augmenté leurs taux d'intérêts afin de capter les capitaux étrangers (entre 2004 et 2007, ils se sont en effet accrus de 50 %). Cette politique s'est accentuée avec l'entrée de Chypre dans la zone euro en 2008, attirant encore plus de fonds, notamment russes. Le secteur financier est donc devenu un moteur de la croissance chypriote et les capitaux russes y contribuent largement.

En 2013, la crise qui a touché Chypre est d'ailleurs précisément due à l'effondrement du secteur financier : les banques chypriotes ont vu leur notation financière chuter car elles détenaient une part importante de la dette publique grecque. Toutefois, cette crise n'a pas engendré une fuite massive des capitaux russes, loin de là. Afin de remédier à la crise, le président Níkos Anastasiádis a en effet mis en place un système de « passeports dorés », consistant en une politique d'investissements par naturalisation : la nationalité chypriote fut alors accordée à quiconque investissait plus de 2 millions d'euros à Chypre (notamment dans l'immobilier). Cette réforme a eu beaucoup de succès auprès des hommes d'affaires russes, dont plus de 3 000 ont alors été naturalisés, rapportant plus de 6 milliards d'euros d'investissements au pays.

De fait, cette politique des « passeports dorés » a contribué à augmenter la présence de capitaux russes à Chypre, mais aussi celle de la communauté russe dans le pays : aujourd'hui, plus de 40 000 ressortissants russes habitent Chypre, un nombre non négligeable au regard de la population chypriote. Les Russes soutiennent également un autre secteur moteur de l'économie locale, le tourisme(3) : en 2018, plus de 780 000 Russes ont visité Chypre, représentant la deuxième communauté de touristes sur l'île après les Britanniques.

Dès lors, on comprend que Chypre se trouve dans un état de relative dépendance vis-à-vis de Moscou, avec qui le pays se doit de maintenir de bonnes relations. Outre l'exemple de la levée des sanctions, on peut également citer le fait que Chypre est au nombre des cinq pays membres de l'UE à ne pas avoir reconnu le Kosovo.

En 2015, les ministères des Armées de deux pays ont signé un accord de coopération en matière de défense, essentiellement centré sur les échanges dans le domaine maritime. Cet accord permet notamment à l'armée russe d'utiliser les ports et aérodromes chypriotes, ces derniers occupant une position géostratégique sensible puisque Chypre se trouve en face des côtes syriennes et de la base russe de Tartous. En plein conflit syrien, cet accord offrait donc un point d'appui primordial pour l'armée russe.

Mais cette coopération militaire bilatérale n'est pas nouvelle : la Russie est en effet le principal fournisseur d'armes à Chypre depuis les années 1990, alors que les États-Unis ont placé Chypre sous embargo militaire en 1988 en raison du conflit qui a entraîné la scission de l'île(4). C'est alors que Nicosie s'est tourné vers Moscou pour se procurer du matériel militaire.

Le gaz chypriote, un revers pour Moscou ?

La découverte, en 2009, de gisements gaziers en Méditerranée orientale a ouvert de nouvelles perspectives économiques pour Chypre. Si le groupe Gazprom s'est d'abord montré intéressé par l'exploitation de ces gisements, il s'est finalement retiré de la course et ce sont des entreprises occidentales (les Américains Exxonmobil et Noble, le Français Total, l'Italien Eni…) qui ont été retenues pour l'exploitation de ce gaz offshore. On pourrait y voir un revers pour la Russie : non seulement Gazprom n'a pas été choisi, mais ces nouveaux gisements pourraient permettre d'affaiblir la dépendance énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie. Le 2 janvier 2020, Chypre, Israël et la Grèce ont d'ailleurs signé un accord pour la construction d'un gazoduc transportant le gaz sous-marin du bassin levantin vers la Grèce afin qu'il soit acheminé en Europe. Le projet EastMed entre justement dans la stratégie globale de l'UE visant à diversifier ses sources de gaz.

De fait, ce projet ne risque pas vraiment de concurrencer les intérêts russes. Les ressources de gaz en Méditerranée orientale sont estimées à moins de 2 % des réserves mondiales, il ne s'agit donc pas d'un gisement très significatif en termes de volume. D'ailleurs, le projet EastMed prévoit de transporter 10 milliards de m^3 de gaz par an, une capacité qui pourrait monter jusqu'à 20 milliards dans le meilleur des cas. En comparaison, le volume global de gaz en provenance de Russie si l'on considère tous les projets en développement et les tubes existants (TurkStream, Nord Stream 1 et 2, gazoducs terrestres) s'élèverait à plus de 200 milliards m^3 par an. Le gaz chypriote n'aura donc qu'un impact très limité sur la dépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie ; à ce titre, on ne peut en faire un objet de tension entre la Russie et Chypre.

Le retour de l'influence américaine, un danger ?

En revanche, on peut s'interroger sur le rôle que peuvent jouer les États-Unis dans la relation russo-chypriote. Washington a récemment exprimé son mécontentement face aux liens étroits qu'entretient Nicosie avec Moscou et a fait part de sa volonté de les affaiblir(5) en renforçant ses propres relations avec Chypre. Dans la *Global National Strategy for Cyprus* publiée en 2019(6), le gouvernement américain pointait déjà cette relation de proximité, notamment économique, et la présentait comme une entrave aux bonnes relations entre Chypre et les États-Unis.

Dès 2014, le Secrétaire américain au Commerce Wilbur Russ a conduit un groupe d'investisseurs afin de racheter une part de la Banque de Chypre (premier établissement financier du pays), alors que le premier actionnaire de cette banque n'était autre que le groupe Renova, propriété du milliardaire russe Viktor Vekselberg (dont les comptes ont depuis été gelés au titre des sanctions américaines contre la Russie en 2014). La deuxième plus grande banque du pays, la Banque hellénique, a quant à elle vu entrer à son capital deux fonds américains (Third Point Lcl et PIMCO) qui détiennent désormais 30 % de ses actions. Cet accroissement de la présence américaine dans le secteur financier a accompagné la diminution des actifs russes, notamment en raison de l'adoption des sanctions américaines. Avec le FinCen du Trésor américain, la Banque centrale de Chypre a contribué à la fermeture de milliers d'entreprises russes enregistrées à

Chypre pour pratiquer des opérations de blanchiment d'argent. Par ailleurs, de nombreux comptes bancaires appartenant à des Russes ont été clôturés et la banque FBME, qui accueillait nombre de ces comptes et a été accusée de blanchiment d'argent, a été fermée. Selon les données de la Banque centrale, les dépôts russes à Chypre sont passés de 11,76 milliards de dollars en 2013 à 4,5 milliards en 2019.

La volonté de retour des États-Unis à Chypre passe notamment par une concurrence accrue vis-à-vis des activités russes. L'annonce, le 1er septembre 2020, de la levée partielle de l'embargo sur les armes l'atteste bien. C'est le cas aussi du vote par le Congrès américain, en octobre 2019, de l'EastMed Act, destiné à soutenir financièrement la construction d'infrastructures énergétiques en Méditerranée de l'Est, en échange de la fin de l'utilisation des installations portuaires chypriotes par l'armée russe. Exigence jugée excessive par le ministre de la Défense alors en exercice Savvas Angelides : « *Aucun pays ne peut obliger Chypre à arrêter d'offrir des services portuaires à des bateaux russes ou d'autres pays* »(7).

On comprend que l'empreinte russe sur le territoire chypriote, même concurrencée par un regain d'intérêt des États-Unis, reste importante, à la fois économiquement et stratégiquement. Pour Moscou, il s'agit évidemment de profiter des opportunités d'un système fiscal avantageux mais aussi, depuis quelques années, d'optimiser ses relations avec l'île au moment où la Russie accroît sa présence militaire en Méditerranée orientale.

Notes :

(1) Michael Peel, « Moscow on the Med: Cyprus and its Russians », *The Financial Times*, 15 mai 2020.

(2) Banque centrale de Russie.

(3) En 2018, le tourisme a contribué à 23 % du PIB chypriote.

(4) Cet embargo a été partiellement levé par Washington en septembre 2020 pour un an concernant la vente d'équipement militaire non létal.

(5) « US Relations with Cyprus », *US State Department*, 15 mai 2020.

(6) Mesaritis Xenios, « Η κυπριακή οικονομία ανάμεσα σε ΗΠΑ και Ρωσία » (L'économie chypriote entre les États-Unis et la Russie), *Sigma*, 8 août 2020.

(7) *RIK (Société de Radiodiffusion de Chypre)*, 30 juin 2019.

Vignette : Conférence de presse des ministres russe et chypriote des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Nikos Kristodoulidis, Nicosie, 8 septembre 2020 (source : ministère russe des Affaires étrangères).

* Alexandre LIAGOURAS est étudiant en Master 2 de Hautes Études internationales et grec à l'INALCO.

Retour en haut de page

date créée
01/02/2021
Champs de Méta
Auteur-article : Alexandre LIAGOURAS*